



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

établissements

Question au Gouvernement n° 1595

Texte de la question

VIOLENCE SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. Daniel Vaillant, pour le groupe socialiste. (*" Ah ! "sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Daniel Vaillant. Monsieur le président, monsieur le ministre représentant le Premier ministre, l'activisme médiatique de certains de vos collègues ministres n'y aura rien fait. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) La violence dans notre société n'a pas diminué depuis que vous êtes arrivé au Gouvernement. La presse l'a d'ailleurs révélé jeudi dernier, citant une note confidentielle des Renseignements généraux : la violence s'est encore aggravée en 2003. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Pourtant, en 2003, Nicolas Sarkozy ne nous a épargné aucun coup d'esbroufe. On comprend aujourd'hui pourquoi ces résultats réels, eux, sont restés confidentiels.

M. Christian Estrosi. Vous êtes mal placé pour dire cela !

M. Daniel Vaillant. Ils sont mauvais et contredisent la version servie aux médias. Le nombre d'homicides sur mineurs est d'ailleurs en forte augmentation.

Une autre information est inquiétante : il y a quelques jours, les services de l'éducation nationale ont publié des chiffres particulièrement inquiétants. Je ne parle pas des chiffres du budget, qui le sont par ailleurs, mais bien de la violence scolaire, qui a augmenté de plus de 13 % en 2003-2004 par rapport à l'année précédente.

(*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Le gouvernement de Lionel Jospin avait agi concrètement, dès 1997, pour réduire la violence scolaire en ciblant les moyens matériels et humains sur les secteurs difficiles. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Mais, depuis deux ans, le budget de l'éducation est en régression. Plus grave encore, la présence et la place des adultes à l'école sont négligées : on en compte des milliers en moins dans les établissements, infirmières, conseillers principaux d'éducation, surveillants et emplois-jeunes aides éducateurs.

Vous faites peser sur nos enfants le poids de vos cadeaux fiscaux en faveur des plus riches. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Les enfants eux-mêmes sont inquiets, la proposition de loi des députés juniors retenue lors du dernier parlement des enfants en témoigne. Quelle décision le Premier ministre envisage-t-il de prendre pour faire baisser la violence à l'école ?

M. Guy Teissier. Quel salmigondis d'idioties !

M. Daniel Vaillant. Allez-vous cesser de réduire le nombre d'adultes présents dans les établissements scolaires ?

M. Lucien Degauchy. Vous n'allez tout de même pas nous donner de leçons !

M. Daniel Vaillant. Comment et quand le Gouvernement compte-t-il se donner les moyens de lutter contre la violence dans notre société ? Il y a urgence, monsieur le ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues.

La parole est à M. le ministre délégué à l'intérieur.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur Vaillant, je dois dire qu'il y a quelque chose de croustillant à vous entendre critiquer, en leur absence, l'action de Nicolas Sarkozy et de Dominique de Villepin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Jean-Louis Idiart. Ce n'est pas notre faute s'ils ne sont pas là !

M. Bruno Le Roux. Vos propos sont scandaleux, monsieur le ministre !

M. le président. Monsieur Le Roux, calmez-vous !

M. le ministre délégué à l'intérieur. C'est d'autant plus croustillant que la dernière année de votre action au ministère de l'intérieur avait été marquée, si ma mémoire est exacte, par une augmentation de 16 % de la délinquance. Or, depuis deux ans et demi, celle-ci a régulièrement diminué, dans des proportions jamais atteintes sous un gouvernement socialiste. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. Jean Glavany. Vous avez le melon qui enfle !

M. le ministre délégué à l'intérieur. Vous avez brossé très largement le sujet, mais je souhaite le recentrer un peu sur un point : la violence scolaire. Le drame survenu à l'école maternelle d'Altkirch a évidemment suscité chez tout le monde beaucoup d'indignation et de colère, mais il a aussi rappelé aux uns et aux autres que, là comme ailleurs, il faut réagir très vite. Premièrement, une enquête administrative a été diligentée sur place par François Fillon. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme Martine David. Et les emplois-jeunes ? répondez à la question !

M. le ministre délégué à l'intérieur. Deuxièmement, la justice a été saisie. Troisièmement, l'inspecteur d'académie a immédiatement pris plusieurs mesures concernant la mobilisation des enseignants mais aussi la responsabilisation des parents, car cet aspect, lors de tels événements, est en première ligne.

M. Christian Paul. Circulez, il n'y a rien à voir !

M. le ministre délégué à l'intérieur. Enfin, monsieur Vaillant, face à la violence scolaire, il est grand temps de se poser toutes les questions, et en particulier d'assumer une réalité de tous les jours en s'attachant à décloisonner des ministères habitués à travailler séparément. Une convention a ainsi été signée entre François Fillon et Dominique de Villepin contre la toxicomanie et le racket. Je pense aussi à Dominique Perben et à la sanction immédiate.

Mme Martine David. C'est du verbiage !

M. le ministre délégué à l'intérieur. Enfin, puisqu'il est question de grandes idées, monsieur Vaillant, je vous dirai qu'il est grand temps, après vingt années d'hésitation, de remettre au goût du jour quelques valeurs perdues de vue, à l'école comme ailleurs : l'autorité,...

M. Jacques Myard. Très bien !

M. le ministre délégué à l'intérieur. ...le respect et le civisme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Vaillant](#)

Circonscription : Paris (19^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1595

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : intérieur (MD)

Ministère attributaire : intérieur (MD)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 octobre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 octobre 2004